

Légende : ● Précis tel qu'il apparaît dans le document.
■ Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.



MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA

Ottawa, ministère des Finances du Canada, *Dépenses fiscales et évaluations 2010*, 18 janvier 2011, 74 pages.

http://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2010/TEE2010_fra.pdf

Rapport annuel sur les dépenses fiscales au Canada.

● Le ministère des Finances publie depuis 1994 les dépenses fiscales liées à l'impôt sur le revenu des particuliers et à l'impôt sur le revenu des sociétés, de même que celles liées à la taxe sur les produits et services. En 2000, il a scindé le rapport sur les dépenses fiscales en deux documents. Le présent document, *Dépenses fiscales et évaluations*, paraît chaque année; il présente des estimations et des projections à l'égard des dépenses fiscales définies de manière générale ainsi que des évaluations et des analyses concernant des mesures fiscales particulières. L'édition de cette année comprend deux rapports d'analyse : « Les impôts et la source de financement la plus avantageuse pour les sociétés », et « La réaction des particuliers aux changements de taux effectif marginal d'imposition ». Le document d'accompagnement, intitulé *Dépenses fiscales – Notes afférentes aux estimations et projections*, est un document de référence à l'intention des lecteurs qui désirent obtenir des descriptions de dépenses fiscales particulières ou des renseignements sur les objectifs visés par ces dépenses, ou qui souhaitent en savoir davantage sur le calcul des estimations et des projections. Ce document paraît de façon périodique. La nouvelle édition de 2010 est disponible sur le site Web du ministère des Finances.

MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

Gilles Paquin, *Dépenses fiscales : Édition 2010*, janvier 2011, 376 pages.

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2010.pdf

Rapport annuel sur les dépenses fiscales au Québec.

● Le régime fiscal a pour principal objectif de générer un niveau de revenus adéquat, permettant au gouvernement de financer ses activités. Il a également d'autres fins : le gouvernement l'utilise pour poursuivre certains objectifs stratégiques sur les plans économiques, sociaux, culturels ou autres. Par exemple, il peut permettre de soutenir le développement économique, d'encourager l'épargne en vue de la retraite, de protéger les ménages à faible revenu ou d'aider financièrement les familles. Au fil des ans, le gouvernement a ainsi introduit dans le régime fiscal plusieurs mesures, couramment appelées « dépenses fiscales », qui ont pour but d'accorder des allègements fiscaux à des groupes déterminés de particuliers ou d'entreprises ou à l'égard de certaines activités. Les dépenses fiscales ont pour effet de réduire ou de différer les impôts et taxes autrement payables par les contribuables. Elles peuvent prendre plusieurs

formes, notamment celles de revenus non assujettis à l'impôt, d'exemptions de taxe, de remboursements de taxe, de déductions dans le calcul du revenu imposable, de crédits d'impôt ou de reports d'impôt. Le présent document vise à faire le point sur les dépenses fiscales du régime québécois. Il présente la description des dépenses fiscales pour huit champs fiscaux ainsi que le coût de chacune d'elles pour le gouvernement, pour les années 2005 à 2011.

INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

Tom Kent, « A Modest Proposal: Kill Corporate Taxes », *Policy Options*, décembre 2010 – janvier 2011, 4 pages.

<http://www.irpp.org/po/archive/dec10/kent.pdf>

Proposition pour une réforme complète du système fiscal : éliminer l'impôt des corporations et les taxes de vente, et imposer les dépenses globales des familles.

- L'impôt sur le revenu des sociétés ne survivra pas à l'avancée de la mondialisation, et il serait plus sensé de l'abolir franchement que de le laisser dépérir, soutient Tom Kent. Et pour aller de pair avec cette réforme, il propose en outre d'accorder des crédits d'impôt pour réduire le fardeau fiscal des particuliers, de supprimer les taxes de vente et d'éliminer les avantages fiscaux réservés à certains groupes d'intérêt. L'auteur préconise l'adoption de nouvelles mesures progressives qui permettraient de taxer davantage les dépenses plutôt que les revenus. Les sommes ainsi épargnées pourraient être investies de manière plus productive. Notre économie en sortirait renforcée et la société serait plus égalitaire.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

Vincent Geloso et Jasmin Guénette, *Les conséquences négatives de l'imposition des entreprises sur l'investissement et sur les travailleurs*, Le Point, décembre 2010, 2 pages.

http://www.iedm.org/files/point1210_fr.pdf

Plaidoyer pour une réduction des impôts corporatifs.

- Les gouvernements ont consenti des efforts substantiels dans les dernières années afin de réduire le fardeau fiscal des entreprises. Le gouvernement fédéral a promis de réduire l'impôt sur les bénéfices des sociétés vers un taux de 15 % en 2012. Le dernier budget du gouvernement québécois souligne notamment l'abolition complète de la taxe sur le capital qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Il s'agit d'une très bonne nouvelle, car l'impôt sur les bénéfices des sociétés et plusieurs autres impôts payés par les entreprises ne frappent pas seulement ou même surtout les actionnaires, mais également les travailleurs, en particulier dans une économie ouverte.

FRASER INSTITUTE

Charles Lammam, Alex Gainer, et Niels Veldhuis, *Canadian Provincial Investment Climate - 2010 Report*, 2 décembre 2010, 68 pages.

<http://www.fraserinstitute.org/uploadedFiles/fraser-ca/Content/research-news/research/publications/canadian-provincial-investment-climate-2010.pdf>

Rapport 2010 sur le climat d'investissement provincial canadien : le Québec au 7^e rang.

- The allocation of investment capital, both internationally and domestically, is increasingly acknowledged as a leading contributor to a jurisdiction's economic success or failure. It is critical, therefore, to have objective, empirical measurements that document differences in investment climates. The Provincial Investment Climate Index provides an important empirical measurement of investment climates since it quantitatively evaluates public policies that create and

sustain positive investment climates. The basis of the Index is the Investment Managers Survey (IMS) series undertaken by the Fraser Institute between 1994 and 2004. Canada's leading investment managers were regularly surveyed on a host of issues, including provincial investment climates and the policies that contribute to positive and negative climates. The policies identified in those surveys (1998–2004) were used to create the Provincial Investment Climate Index.

CANADIAN CENTRE FOR POLICY ALTERNATIVES

Joe Ruggeri, Jean-Philippe Bourgeois, *The Fiscal and Economic Implications of Tax Reform in New Brunswick*, 18 janvier 2011, 30 pages.

<http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/Nova%20Scotia%20Office/2011/01/NB%20tax%20reform%20Jan%202011.pdf>

Les réductions d'impôt de 2009 au Nouveau-Brunswick ne stimulent pas la croissance économique.

- This report reviews the Liberal government's 2009 New Brunswick income tax reform. On the personal income tax side, the main change was the compression of the four-rate schedule into a two-rate system: 9% for taxable income up to \$37,892 and 12% for taxable income above this level. On the business side, in addition to the reduction in the general corporate income tax rate from 13% to 8%, it offered a range of incentives to businesses. The government's ideologically-motivated, pro-growth justification for its tax reform package of reforms is based on the belief that income tax cuts have the power to provide a strong stimulus to the provincial economy, and thus are considered self-financing. Not only is there little to no empirical evidence to support this belief and key objective of the tax reform package, there is significant evidence to counter this contention and other claims about the impact of these tax reforms.

KPMG

Matthew Mendelsohn, Tony Dean, Ian Clark, Pamela Bryant et al., *Shifting Gears: Paths to Fiscal Sustainability in Canada*, rapport produit par Mowat Centre and the School of Public Policy & Governance at the University of Toronto, 9 décembre 2010, 50 pages.

http://www.kpmg.com/Ca/en/IssuesAndInsights/ArticlesPublications/Documents/Shifting%20Gears_final_digital_en02122010.pdf

Stratégies pour retrouver l'équilibre budgétaire : comment moderniser le fonctionnement de l'état.

- Governments around the world face large budget deficits, some of which are structural. Addressing them will require significant fiscal and operational changes within governments. Some countries are undertaking radical cuts to spending to return to a path of fiscal sustainability. These efforts are reducing the footprint of government and altering some of the basic social benefits that citizens have been receiving from their governments for decades. Although Canadian governments are in the midst of stimulus spending and are posting high deficits, they do not face a short-term fiscal crisis on par with some European and US state governments. However, the impending demographic challenges and the structural nature of deficits in most provinces will require Canadian governments to ensure that they can continue to meet public expectations with respect to programming and services while keeping these affordable. The need to define fiscal sustainability strategies for the long-term provides Canadian governments with an opportunity to examine the choices they face through a “transformative lens,” choosing short-term investments that are likely to re-shape the way government works to ensure fiscal sustainability over the long-term. Government actions to achieve fiscal sustainability fall into three broad categories. First, governments can increase revenue through higher taxation or user fees. Second, governments can cut program spending, either through targeted initiatives or across-the-board restraint. Most OECD governments have embarked down the path of program cuts. Third, governments can change how they operate and how they deliver public services. Efforts under this third umbrella include modernizing government operations through new governance relationships and new financing mechanisms, and by introducing breakthrough technologies and allowing individual citizens more control over how they access public services, with less intermediation by government institutions. This report recommends that governments devote most of their energy to those strategies that have the greatest likelihood of contributing to long-term fiscal sustainability. Those with the greatest potential will be those where there are few

institutional or administrative obstacles to change, where success can produce long-term transformation in how government works or the footprint of government, and where the fiscal pay-off is the largest. Political will and public acceptance will also be crucial.

ERNST & YOUNG

Ernst & Young, *Administration fiscale sans frontières - Une perspective canadienne*, 30 novembre 2010, 24 pages.

[http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Tax_without_borders_Can_F/\\$File/Tax_without_borders_Can_F.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Tax_without_borders_Can_F/$File/Tax_without_borders_Can_F.pdf)

Portrait global du contexte fiscal mondial et de la position des entreprises canadiennes.

- Le rapport d'Ernst & Young, *Tax administration without borders: Navigating the changing global tax controversy and risk management landscape*, met en lumière les forces qui entraînent un changement sans précédent du contexte fiscal mondial ainsi que les répercussions qu'ont sur les entreprises l'intensification de la contestation fiscale et l'accroissement des risques fiscaux à gérer qui en découlent. L'économie mondiale est en mutation. Pour connaître le succès ou maintenir leur rentabilité, les entreprises doivent s'adapter. De leur côté, les gouvernements interviennent afin de protéger leurs recettes fiscales. Une partie importante du rapport explique comment les autorités fiscales du monde réagissent à ces forces à coups de changements à leur politique fiscale et de modifications réglementaires et administratives. Les perspectives et recommandations formulées dans le rapport mondial ont pour but d'aider votre entreprise à manœuvrer avec succès dans ce contexte fiscal mondial en effervescence. Bien entendu, le rapport mondial d'Ernst & Young ne s'attarde à aucune autorité fiscale en particulier, même s'il se sert d'anecdotes et d'exemples provenant de plusieurs pays pour illustrer les tendances à l'échelle mondiale. Le présent supplément, *Une perspective canadienne*, vient compléter le rapport mondial et a pour objet de vous fournir des renseignements plus approfondis sur les développements au Canada susceptibles d'avoir une incidence sur votre entreprise. Il devrait vous aider, ainsi que votre entreprise, à adopter une approche nationale et une approche mondiale en matière de gestion à un niveau stratégique de la contestation fiscale et des risques fiscaux. Le présent supplément peut être lu seul ou parallèlement au rapport mondial d'Ernst & Young. Pour faciliter le repérage, la table des matières du supplément correspond, dans sa version traduite, à celle du rapport mondial.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON

Raymond Chabot Grant Thornton, *La transmission d'entreprises : problématique et pistes de solution*, 3 février 2011, 24 pages.

<http://www.rcgt.com/publications/fiscalite/transmission-entreprises/>

En raison de l'article 84.1, la fiscalité favorise la transmission de l'entreprise à un tiers plutôt qu'à la famille.

- Profitant du contexte des consultations prébudgétaires des gouvernements du Canada et du Québec et de la consultation visant à l'élaboration de la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat, Raymond Chabot Grant Thornton rend public un rapport intitulé *La transmission d'entreprises : problématique et pistes de solution*. Ce rapport, dont les ministres des Finances du Québec et du Canada avaient récemment obtenu copie, soulève une problématique fiscale liée au transfert d'entreprises et propose des pistes de solution novatrices qui permettraient de favoriser la relève familiale.



ÉTATS-UNIS

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE

Congressional Budget Office, *Spending and Funding for Highways*, 20 janvier 2011, 8 pages.
http://www.cbo.gov/ftpdocs/120xx/doc12043/01-19-HighwaySpending_Brief.pdf

Comment financer les infrastructures routières?

- The nation's network of highways plays a vital role in the U.S. economy; private commercial activity and people's daily lives depend on that transportation infrastructure. In 2007, the public sector spent \$146 billion to build, operate, and maintain highways in the United States. About three-quarters of that total was provided by state and local governments. One-quarter was provided by the federal government, primarily through the Safe, Accountable, Flexible, Efficient Transportation Equity Act: A Legacy for Users (SAFETEA-LU). The initial authorization for that law has expired; as the Congress considers the future role of the federal government in providing highway infrastructure, it faces three important questions: how to structure decision making about highway projects, how much money to spend on highways, and how to pay for that spending.

Congressional Budget Office, *Fiscal Stress Faced by Local Governments*, 9 décembre 2010, 10 pages.
http://cbo.gov/ftpdocs/120xx/doc12005/12-09-Municipalities_Brief.pdf

Les administrations locales font face à d'importantes réductions de revenus.

- Local governments--including counties, cities, towns, school districts, and special districts--play a significant role in people's lives and in the nation's economy. In 2009, the expenditures of local governments equaled 8.7 percent of gross domestic product, and those governments employed just over 9 percent of the labor force. That year, local governments as a group cut their spending in real (inflation-adjusted) terms. This year and in upcoming years, they expect to constrain spending and services--primarily because of reductions in state aid and falling revenues. In particular, revenues from property taxes are poised to decline to reflect lower property values. To the extent that local governments address budget gaps by reducing spending or raising taxes, such changes will partially counteract the federal government's fiscal support for the economy.

NATIONAL TAX JOURNAL

Peter R. Merrill, "Corporate Tax Policy for the 21st Century", 63 *National Tax Journal* 623-634, décembre 2010, 12 pages.
[http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/D07CD923E90D658F852577FC0054C709/\\$FILE/Article%2001-Merrill.pdf](http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/D07CD923E90D658F852577FC0054C709/$FILE/Article%2001-Merrill.pdf)

La politique fiscale relative aux sociétés : les États-Unis devraient prendre une nouvelle direction pour s'harmoniser aux tendances mondiales.

- This paper discusses three issues relating to corporate tax policy in the United States for the 21st century. First, the paper compares U.S. corporate tax policy with that of other Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) economies, concluding that there is a large and growing gap between U.S. policy and international norms. Second, the paper notes a few aspects of the 21st century global economy that have profound implications for tax policy. Finally, the paper concludes with some observations about new directions for corporate tax policy in view of American tax exceptionalism and global economic trends.

URBAN INSTITUTE

Elaine Maag , *Simplicity: « Considerations in Designing a Unified Child Credit »*, 63 *National Tax Journal* 765-780, décembre 2010, 16 pages.

<http://www.urban.org/UploadedPDF/1001465-Unified-Child-Credit.pdf>

Comment simplifier les mesures fiscales destinées aux enfants : créer un crédit pour enfants unifié.

- Complexity plagues the tax code for low-income families, particularly with regard to child related credits. Many analysts advocate separating out the essential functions of these credits: subsidizing work, subsidizing children, and subsidizing specific activities such as child care. This paper analyzes design considerations in creating a unified child credit and offers options for reforms that range from a complete overhaul of the child and work incentives to a more minor consolidation of highly related tax incentives. Either could form the foundation for reform efforts aimed at simplifying and rationalizing the federal income tax code with respect to children.

Elaine Sorensen , *Child Support Plays an Increasingly Important Role for Poor Custodial Families*, décembre 2010, 5 pages.

<http://www.urban.org/UploadedPDF/412272-child-support-plays-important-role.pdf>

L'impact du programme d'allocations familiales sur la pauvreté des familles.

- The child support program has become a critical public program for children, serving 17 million children, representing nearly one in four children in the United States. Among social welfare programs, only the Medicaid program serves more children. It is also an important source of income for poor families, lifting a million people from poverty in 2008. This brief describes the role of child support in reducing poverty and shows how poor custodial families have become more reliant upon child support.

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES

Erica Williams, Nicholas Johnson et Jon Shure, *State Earned Income Tax Credits: 2010 Legislative Update*, 9 décembre 2010, 8 pages.

<http://www.cbpp.org/files/11-10-09sfp.pdf>

Le crédit d'impôt sur le revenu gagné offert par les états américains : un bon instrument de politique sociale.

- An Earned Income Tax Credit (EITC) modeled on the federal program of the same name is now offered in 23 states and the District of Columbia as a way to reduce taxes and supplement wages for low- and moderate-income working families. A large body of evidence has shown that the state and federal EITCs serve a number of important public policy goals. States that enact EITCs can reduce child poverty, cut taxes for low-income families, and increase the incentive to work.

James R. Horney et Kathy Ruffing, *Federal Debt on Unsustainable Path Under Current Policies*, 31 janvier 2011, 3 pages.

<http://www.cbpp.org/files/1-31-11bud.pdf>

Prolonger les baisses d'impôt de 2001 et 2003 ferait augmenter la dette jusqu'à 95 % du PIB.

- The latest projections from the Congressional Budget Office (CBO) confirm what we already knew: the federal budget is on an unsustainable path.¹ If we continue current policies — including a further extension of the Bush tax cuts, which

policymakers recently extended through 2012 — deficits will remain high throughout the decade and the debt will rise to 95 percent of Gross Domestic Product (GDP) by 2021. If instead policymakers let the Bush tax cuts lapse after 2012, as economists such as Martin Feldstein and Peter Orszag have suggested — or pay for any elements of those tax cuts they want to continue — the debt would barely grow as a share of GDP over the rest of the decade. (Substantial additional steps would be needed to keep the budget from returning to an unsustainable path in the decades after that.) The choice belongs to Congress.

Hannah Shaw et Chad Stone, *Zandi Analyses Show "Democratic" Measures in Tax Cut-UI Deal Boost Economy, "Republican" Measures Add to Deficit Risks*, 22 décembre 2010, 10 pages.

<http://www.cbpp.org/files/12-22-10tax1.pdf>

Analyse du compromis entre le président Obama et les Républicains sur l'assurance-chômage et les baisses d'impôt.

- As a result of the tax cut-unemployment insurance legislation that President Obama signed into law last week, economic forecasters have substantially upgraded their outlook for 2011. An analysis of the compromise by Mark Zandi, the chief economist for Moody's Analytics, indicates that this greater optimism stems largely from the longer extension of federal emergency unemployment insurance programs than forecasters had expected, the extension of various improvements enacted in 2009 in several tax credits for low- and modest-income families, and a reduction in the payroll tax. By contrast, the extensions of the upper-income Bush-era tax cuts and a substantially weakened estate tax will provide little or no boost to the economy in the short run; moreover, those extensions increase the risk that such measures will ultimately be made permanent and thereby deal a setback to efforts to restore long-run fiscal balance.

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

ITEP, *The Good, the Bad and the Ugly: 2010 State Tax Policy Changes*, décembre 2010, 10 pages.

<http://www.itepnet.org/pdf/goodbadugly2010.pdf>

Revue des principales mesures fiscales adoptées par les états américains en 2010.

- Compared to previous years, the budget outlook for the states improved only slightly in 2010 and virtually every state continued to face a budget shortfall. As a result, the overwhelming majority of state policymakers were put in the unenviable position of having to address some very difficult budgetary issues. Lawmakers were forced to make the difficult choice between painful spending cuts and tax increases or a combination of both. State legislatures handled this quandary in a variety of ways. This report takes a close look at the significant tax law changes enacted by state governments across the country from Hawaii to Maine in 2010. It presents the good, bad, and ugly major tax policy actions that were taken in 2010. Most "good" changes were designed to mitigate big cuts in vital state services, while the majority of "bad" changes actually worsened states' already bleak fiscal outlook. "Ugly" changes raised taxes on the low-income families most affected by the economic downturn, drastically reduced state revenues in a poorly targeted manner, or handcuffed the ability of states and localities to raise needed revenues in the future.

ITEP, *A Capital Idea: Repealing State Tax Breaks for Capital Gains Would Ease Budget Woes and Improve Tax Fairness*, janvier 2011, 18 pages.

<http://www.itepnet.org/pdf/capitalidea0111.pdf>

Annuler le traitement fiscal préférentiel du gain en capital : une mesure équitable qui ne nuit pas à la croissance économique.

- State policymakers are searching for solutions to budget deficits, solutions that will allow them to fund vital public services without placing additional pressures on those individuals and families struggling to recover from the recession. For eight states - Arkansas, Hawaii, Montana, New Mexico, North Dakota, South Carolina, Vermont, and Wisconsin - one

such solution can be found in the elimination of tax preferences for capital gains. This report explains what capital gains are, how they are treated for tax purposes, and who typically receives them. It also details the consequences of providing preferential tax treatment for capital gains income for states' budgets, taxpayers, and economies in the eight states currently offering such treatment. Lastly, it responds to claims about both the relationship between capital gains preferences and economic growth and the role capital gains taxation plays in state revenue volatility.



INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

Álvaro Pina, *Towards a Less Distortive and More Efficient Tax System in Portugal*, 10 décembre 2010, 40 pages.

[http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf?cote=ECO/WKP\(2010\)70&doclanguage=en](http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf?cote=ECO/WKP(2010)70&doclanguage=en)

Réforme fiscale au Portugal : augmenter les taxes à la consommation et réduire l'imposition du travail pour créer des emplois.

- Le processus d'assainissement des finances publiques et la nécessité de renforcer la mauvaise performance économique à long terme permettent de mettre en œuvre des mesures fiscales pour améliorer l'efficacité et remettre l'économie sur une trajectoire de croissance. Au fur et à mesure que la consolidation fiscale progresse, le transfert de l'imposition des revenus du travail vers les impôts sur la consommation et sur le patrimoine offre un moyen de regagner la compétitivité perdue et de créer des emplois, surtout si les réductions du coin fiscal sur le travail se concentrent sur les titulaires de bas salaires. L'assiette des impôts sur la consommation étant particulièrement large au Portugal, ce transfert pourrait induire une baisse considérable du coin fiscal tout en augmentant les recettes, le cas échéant. La productivité et le bien-être peuvent être améliorés en simplifiant le système fiscal, réduisant ainsi les coûts de discipline élevés, en particulier vis-à-vis des petites et moyennes entreprises. De même, le système fiscal pourrait être plus favorable à l'environnement en s'attaquant aux externalités générées par les transports, qui sont particulièrement préoccupantes en zone urbaine. Parallèlement, les pressions budgétaires considérables exigent des gains d'efficacité dans le recouvrement des impôts. Il existe de nombreuses possibilités d'élargir l'assiette en réduisant les dépenses fiscales pour les principaux impôts directs et indirects, ainsi que pour la fiscalité immobilière.

Yvan Guillemette, *Fiscal-Consolidation Strategies for Canadian Governments*, 6 décembre 2010, 49 pages.

[http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf?cote=ECO/WKP\(2010\)74&doclanguage=en](http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf?cote=ECO/WKP(2010)74&doclanguage=en)

Le Canada doit assainir ses finances publiques en réduisant les dépenses.

- Bien que la situation budgétaire du Canada demeure plus favorable que celle de beaucoup d'autres pays de l'OCDE au moment où l'économie mondiale se remet de la récession de 2008/09, ses finances publiques se sont sérieusement détériorées. Les dépenses ayant progressé pendant des années à un rythme supérieur à la croissance économique tendancielle, les dépenses structurelles atteignent aujourd'hui un niveau élevé et la trajectoire budgétaire prévisible de certaines administrations canadiennes n'est pas viable, en particulier si l'on se place dans une perspective à long terme tenant compte des conséquences budgétaires de l'évolution démographique. L'expérience nous apprend que les stratégies d'assainissement budgétaire les plus efficaces reposent sur des restrictions de dépenses plutôt que sur des augmentations d'impôts. Lorsqu'elles visent à restreindre les dépenses les moins productives, ces stratégies peuvent aussi stimuler la croissance économique. Des règles budgétaires peuvent non seulement être utiles pour assainir les finances publiques, mais aussi se révéler précieuses dans le cadre des mécanismes budgétaires généraux conçus pour limiter la dérive des déficits et contrecarrer la tendance à mener une politique budgétaire procyclique, observée dans certaines administrations canadiennes au cours des deux dernières décennies. Les administrations dont les finances sont très déficitaires devraient annoncer des objectifs de réduction du déficit dans la perspective d'un retour à l'équilibre budgétaire et envisager parallèlement de plafonner les augmentations de dépenses. Les autres administrations devraient aussi limiter l'augmentation de leurs dépenses et s'efforcer de réduire leur endettement en proportion du PIB, éventuellement en se fixant des objectifs d'excédent budgétaire. Les mesures temporaires de relance budgétaire devront venir à expiration dans

les délais prévus. À ce jour, l'administration fédérale et presque toutes les administrations provinciales/territoriales se sont engagées à rétablir l'équilibre budgétaire à moyen terme, et pour ce faire elles ont défini des plans qui mettent l'accent sur le freinage des dépenses. Ces programmes s'accordent globalement avec les recommandations formulées dans la présente étude et devraient permettre au Canada de revenir à l'équilibre budgétaire dans le moyen terme. La mobilisation de l'opinion publique et la transparence revêtent une importance primordiale pour le succès des stratégies d'assainissement des finances publiques et de désendettement. L'administration fédérale devrait continuer d'appuyer l'action du Bureau du Directeur parlementaire du budget, tandis que les provinces devraient envisager de mettre en place des organismes budgétaires indépendants du même type pour jauger le degré de réalisation des objectifs et assurer une plus grande transparence.

OCDE, *Tax Revenues Fall in OECD Countries*, 15 décembre 2010.

http://www.oecd.org/document/49/0,3746,en_2649_37427_46737201_1_1_1_37427,00.html

Revue annuelle du fardeau fiscal et des recettes des états dans les pays de l'OCDE.

- Tax revenues fell in cash terms during 2009 in most OECD countries, driven downward by declining economic activity and tax cuts aimed at cushioning the effects of the recession that followed the financial crisis. Tax revenues as a share of GDP - the tax burden - are also trending downward across OECD countries to the lowest level since the early 1990s. In 2007 the tax burden was 35.4 per cent, then dropped to 34.8 per cent in 2008, and fell again in 2009 to an estimated 33.7 per cent. *OECD Revenue Statistics 2010* provides the latest comparable data and analysis, explains tax trends in all OECD countries, and looks back over tax revenues since 1965.

OCDE, *Tax Policy Reform and Fiscal Consolidation*, décembre 2010, 12 pages.

<http://www.oecd.org/dataoecd/28/12/46600079.pdf>

Réformes fiscales : mieux vaut élargir l'assiette fiscale et éliminer les allègements fiscaux ciblés.

- This policy brief discusses the various economic and political considerations that drive governments' decisions when considering the choice between broadening the tax base and using targeted tax reliefs (allowances, exemptions, preferential rates, tax deferrals...). In general, tax reforms that broaden tax bases and lower rates should reduce the extent to which tax systems distort work, investment and consumption decisions, increasing output and enabling improvements in social welfare. Nevertheless, despite trends over the past 20-30 years toward broader tax bases, targeted tax provisions continue to be significant in many countries.

INTERNATIONAL TAX DIALOGUE

Næss-Schmidt, Ulrik Møller, Eske S. Hansen et Jonatan Tops, *Tax Treatment of ETS Allowances*, 8 décembre 2010, 76 pages.

http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/common/publications/studies/ets-report.pdf

Comment traiter sur le plan fiscal les allocations d'émission de carbone en Europe?

- The EU Emissions Trading System is a common EU-wide market for emission allowances, in which the companies of all Member States can participate and where the cost of greenhouse gas emissions for those companies is determined. There are, however, no common rules as regards to the treatment of emission allowances in direct taxation. This can potentially create the following types of problems: 1. Non-neutral or non-consistent tax treatment could affect the efficiency of the trading scheme. This would make the achievement of emission reduction targets more costly than otherwise would be the case. 2. The differential tax treatment could also open up opportunities for tax planning and arbitrage and give rise to new distortions in the Internal Market as well as tax losses for Member States. Bearing in mind the extremely high mobility of allowances, with trade not dependent on the physical transfer of any goods but only a shift of allowances between accounts in the electronic register, this could potentially be a serious issue. 3. The OECD Model Tax Convention does not currently deal explicitly with tradable permits (or emission allowances), and therefore the

treatment of income derived from trading of allowances in bilateral tax treaties depends on their treatment in domestic law of tax jurisdictions. In this regard, the practices may vary between the countries as several possible interpretations exist. Inconsistencies in domestic law treatment could actually lead to failure in relieving double taxation, which would increase the costs to market participants. The possibility of purchasing or creating emission credits from CDM and JI projects and the future linking of the EU ETS with other regional/national cap-and-trade schemes could further exacerbate the problems of inconsistent tax treatment in cross-border situations. In order to cope with potential inexpediencies in EU tax treatment of allowances, we have accomplished the following four tasks in this study: 1) Analyse and identify the features of a tax system serving cost-effective implementation of the ETS system and underpin the proper workings of the Internal Market; 2) Collect information and data on current national practices for countries involved in the EU ETS system and countries outside Europe with similar cap-and-trade systems; 3) Analyse and identify significant problems with current practices; 4) Provide possible policy responses and solutions to identified problems.

Équipe de rédaction du Bulletin de veille

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Roxane Boisclair-Vandal, Alexandre Guay, Mathieu Kouri, Thomas Lachance, Félix Mercier-Bisson, Marie Antoinette Noël, Jean-François Racine, Chrispin Anicet Marc Yapou.